

Qu'est-ce qu'une écologie politique de gauche ?

Émilie Hache*

Pour Catherine

CETTE QUESTION SE POSE À NOUS parce que nous héritons, à gauche, d'une longue tradition de hiérarchisation des luttes, et que vis-à-vis de cet ordre de priorité consacré, la lutte pour la nature passe *après* celle contre les inégalités entre humains, et même ainsi, ce nouvel intérêt pour la nature est régulièrement suspecté de se faire au détriment des autres luttes.

On peut tout d'abord souligner qu'il y a de bonnes raisons de penser cela, ce genre de soupçon étant toujours en partie fondé. Il existe en effet un certain nombre de théoriciens comme de militants écologistes qui ont défendu et défendent encore la nature d'une façon qui n'articule pas du tout cette question avec la question plus classique des inégalités. Ces derniers font passer la défense de la nature devant toute autre préoccupation, et les plus extrémistes d'entre eux vont jusqu'à considérer que ce sont « les humains » qui posent problème (ce qui revient à accuser les plus pauvres quand on en reste à un tel niveau de généralité), en parlant de surpopulation. On peut par exemple penser à *Earth First !* et à l'un de ses présidents, Dave Foreman, ou encore au scientifique James Lovelock^{1/}.

Mais en concluant, devant ces propositions barbares, que l'on n'a pas à s'intéresser à la nature, ou en remettant cette question à demain (quand les problèmes considérés comme prioritaires seront réglés), on « jette le bébé avec l'eau du bain » en acceptant les termes adverses du problème. Or, c'est une chose de refuser de « sauver la nature » si cela veut dire délaissier les inégalités entre humains (voire les aggraver), mais c'en est une autre de prendre en compte les questions écologiques. C'est en tout cas ce qui est en jeu ici, à savoir un premier combat décisif à propos de la formulation même du problème posé par la crise écologique : face à une formulation unique forçant le consensus, il est crucial de rendre visible la dimension conflictuelle de cette crise.

* Émilie Hache est philosophe. Elle est l'auteure de *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2011.

^{1/} Dave Foreman, Murray Bookchin, *Quelle écologie radicale ? Écologie sociale et écologie*

profonde en débat, traduit de l'anglais (américain) par Juliette Michelet, Atelier de création libertaire, 1994 ; James Lovelock, *La Revanche de Gaïa*, traduit de l'anglais par Thierry Pielat, Flammarion, 2007.

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

Deux conceptions de l'écologie s'affrontent en effet : il ne s'agit pas de choisir entre s'intéresser ou non aux questions écologiques, mais de construire une façon de s'y intéresser de gauche, contre celle – majoritaire – de droite, que l'on peut désigner par le slogan « sauver la nature » (sous-entendu : pour qu'une minorité aisée puisse continuer à mener son train de vie actuel, quelles qu'en soient les conséquences à l'égard des populations humaines vulnérables et dominées). Je proposerai à cette fin trois pistes problématiques.

Politiser l'idée de nature

La crise écologique que nous traversons se caractérise notamment par la crise du *concept de nature*. Ce concept a une longue histoire^{2/}. Dans ce que l'on appelle l'époque moderne tout du moins, le concept de nature a principalement servi à exclure : les femmes, les homosexuels, les animaux. C'est *au nom de la nature* que ces derniers ont été exclus de la sphère politique comme de la sphère morale (le comportement des femmes serait par nature moralement suspect, l'homosexualité contre-nature et les mauvais traitements à l'égard des animaux se justifieraient du fait que ces derniers appartiennent à la nature). Autrement dit, la nature n'est pas un simple concept descriptif d'une réalité objective, en dehors des humains (plusieurs historiens de l'environnement, comme l'américain William Cronon, ont montré que cette idée d'une nature vierge, vide d'humains, est une construction tardive de sociétés ayant décimé d'anciennes formes de cohabitation et qui, de manière nostalgique, regrettent après-coup cette nature originelle perdue^{3/}), mais un *outil politique et épistémologique de disqualification et de répartition des êtres sur une échelle de valeur*. C'est en ce sens que l'on peut avancer l'idée que la crise écologique est une crise du concept de nature, c'est-à-dire de ce partage, politique et épistémologique, entre les êtres qui composent le monde.

Cet outil d'exclusion a également été largement utilisé à l'égard d'autres civilisations. Rappelons qu'une grande partie du discours colonial a été fondée sur cette notion. Il s'agissait d'aller civiliser des peuples « proches de la nature », et c'était leur mentalité soi-disant primitive qui justifiait de leur prendre leur terre. Ce raisonnement se répète encore aujourd'hui dans certains discours écologistes prétendant « sauver la nature » chez les « autres » (en Inde, au Kenya, en Namibie). Ces derniers en seraient incapables, soit par manque d'éducation, soit parce qu'ils seraient trop pauvres pour s'y intéresser^{4/}.

Or, cette idée – fausse – selon laquelle les populations défavorisées seraient trop pauvres pour s'y intéresser *fait partie* de l'enjeu de la définition de ce sur quoi porte l'écologie. Il faudrait, tout d'abord, plutôt souligner que ces dernières

^{2/} Bruno Latour, *Politiques de la nature*, La Découverte/poche, 1999.

^{3/} William Cronon, « The Trouble with Wilderness », in William Cronon (dir.), *Uncommon*

ground, Norton, 1996, p. 69-90.

^{4/} Ramachandra Guha, Juan Martínez-Alier, *Varieties of environmentalism, Essays North and South*, Earthscan, 1996.

n'ont pas le luxe de ne pas s'y intéresser, en ce qu'elles sont les premières concernées par les problèmes de pollution, de glissements de terrain ou encore de montée des eaux. En revanche, elles s'y intéressent différemment de ceux qui font une priorité de sauver la nature (même au détriment de populations humaines). Une écologie de gauche cherche à construire une façon non exclusive de prendre en compte les différents êtres qui composent notre monde^{5/}.

Cette proposition de se passer de l'idée de nature pour désigner ce sur quoi porte l'écologie politique rencontre des objections, notamment du côté des scientifiques qui considèrent – par définition, si l'on peut dire – que leur pratique, les sciences « dures », dites aussi sciences *naturelles*, s'occupent de la *nature*. Ils soulignent que même si le concept de nature a été – et est toujours – un outil de disqualification, il désigne par ailleurs une réalité objective.

On répondra tout d'abord que critiquer le concept de nature et les usages politiques que l'on en fait ne signifie évidemment pas dire que la réalité n'existe pas. On peut en revanche s'interroger à nouveau sur la répartition moderne des différentes sciences entre sciences naturelles et sciences humaines^{6/}. Or il n'est pas sûr que les sciences dites dures portent sur « la nature ». La biologie porte sur la multitude hétérogène d'êtres existant, la physique s'intéresse à l'espace et au temps, la chimie travaille des combinaisons, des structures, l'écologie des écosystèmes.

De même, la crise écologique participe également à la remise en cause de la pertinence de l'appellation de sciences « humaines ». L'éthologie est-elle une science naturelle ou humaine ? Et si, comme c'est aujourd'hui le cas, on ne la considère pas comme une science « dure », cela signifie-il que des sciences *humaines* portent sur des animaux ? C'est une question annexe à notre propos, mais on peut considérer qu'il n'est pas certain que les sciences dites dures perdent quelque chose – c'est-à-dire des êtres, de la réalité – à ne plus s'appeler naturelles, nous amenant à nous interroger alors sur le pouvoir et l'autorité que cette appellation leur confère^{7/}.

Prendre en compte des êtres hétérogènes, humains et non-humains

L'écologie politique ne cherche pas à « sauver la nature », mais porte sur des problèmes concernant toujours des protagonistes humains et non-humains. On peut se tourner vers différents problèmes écologiques auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés comme, par exemple, la question de l'élevage industriel. Cette industrie, à propos de laquelle certains considèrent illégitime

^{5/} Giovanna Di Chiro, « Nature as community », in William Cronon, *Uncommon ground*, op. cit., p. 298-320.

^{6/} Michel Foucault, *Les Mots et les Choses*, Gallimard, 1966.

^{7/} Isabelle Stengers, *Sciences et pouvoirs*, La Découverte/poche, 1997.

de parler encore d'« élevage », mêle à la fois des questions concernant les conditions d'élevage des animaux, les conditions de travail des humains qui sont employés dans ces élevages (dans les abattoirs, par exemple), mais pose

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

aussi la question des terres prises aux paysans pour produire la nourriture nécessaire à tous ces animaux. Autrement dit, loin de ne concerner que des animaux, la question de l'élevage rassemble de multiples protagonistes hétérogènes.

Ceux qui, face à l'élevage intensif, préconisent un élevage extensif, défendent une façon de pratiquer l'élevage où les animaux *mais également* les éleveurs sont bien traités et, en bout de course aussi, finalement, les consommateurs de viande. D'une façon distincte, les végétariens défendent également une position dans laquelle animaux et humains sont bien traités, les premiers parce qu'ils ne sont ni abattus ni mangés, les seconds parce qu'ils prennent soin d'eux en ne mangeant pas d'autres êtres vivants, et proposent une réponse à la question de l'utilisation des terres cultivables pour les animaux d'élevage^{8/}. Le problème écologique posé par la pratique industrielle de l'élevage intensif ne se règle donc pas par un appel à « sauver les animaux », mais pose plutôt la question de savoir quelle(s) cohabitation(s) politique(s) nous voulons.

La nécessité de définir *sur quoi* porte l'écologie engage des conceptions politiques très différentes entre ceux qui considèrent que l'écologie (ne) concerne (que) la nature et ceux qui affirment au contraire que l'écologie consiste à lutter politiquement pour inventer des possibilités de coexistence non barbares pour le plus grand nombre, entre des humains et des non-humains. Pour les premiers, les seconds sont anthropocentriques, c'est-à-dire qu'ils ne prennent pas assez en compte la nature, tandis que pour ces derniers, les premiers sont naïfs et surtout dangereux, parce qu'en considérant que l'écologie porte exclusivement sur la nature, ils maltraitent voire abandonnent des populations entières.

L'exemple paradigmatique de cette position est celui du concept de *wilderness* qui désigne une nature vierge, sauvage, et renvoie à un certain nombre d'espaces naturels sur le territoire des États-Unis transformés en parcs naturels (comme Yosemite ou Yellowstone)^{9/}. Au nom de cette *wilderness*,



^{8/} Jocelyne Porcher, *Éleveurs et animaux, réinventer le lien*, PUF ; sur le végétarisme, voir par exemple la position du président du GIEC, Rajan Panuri.

^{9/} Ann Whiston Spirn, « Constructing Nature. The legacy of Frederick Law Olmsted », in William Cronon, *Uncommon ground, op. cit.*, p. 91-113.

des populations indiennes furent déplacées pour conserver tel ou tel territoire dit naturel en l'état soi-disant originel de ce dernier, avant que celles-ci ne l'abîment... Devant la multiplication de ce genre d'aberration, certains militants écologistes ont posé la question de savoir quelles populations étaient finalement le plus en danger : certaines espèces animales ou bien les populations humaines les plus défavorisées ? On pourrait dire qu'une écologie politique de gauche serait une écologie qui refuse de choisir entre les deux.

Réarticuler les dimensions morale et politique des enjeux écologiques

Une deuxième piste pour construire une écologie de gauche consisterait à réarticuler les dimensions morale et politique des questions écologiques. Prendre en compte des êtres, s'intéresser à eux, se soucier de leur condition de vie, de leur survie, c'est éprouver un intérêt moral à leur égard, comme on peut en éprouver à l'égard d'autres êtres humains. C'est parce que les militants antinucléaires prennent en compte les conséquences dramatiques en cas d'accident sur la population vivant à proximité – ou le problème des déchets légués aux générations futures – qu'ils se mobilisent. On ne peut pas comprendre leur engagement si l'on ne prend pas en compte ce souci moral à l'égard des populations présentes comme futures.

De même, la contestation de l'élevage industriel est nourrie par le refus des mauvais traitements infligés aux différents protagonistes concernés. On pourrait multiplier les exemples, mais ces deux mobilisations suffisent pour comprendre en quoi une écologie politique de gauche est une écologie qui fait attention à ces deux dimensions. Ces différentes mobilisations témoignent de l'émergence de nouvelles propositions politiques écologiques comme de nouveaux publics, liés à la prise en compte des préoccupations morales de ces derniers.

Pourtant, il y a là encore de vraies raisons de se méfier. L'histoire des alliances barbares entre morale et politique est assez longue pour expliquer une certaine réserve (pensons encore une fois à l'entreprise de colonisation sous couvert de civilisation ou bien à celle de normalisation – de genre, de sexe – sous couvert de défense des bonnes mœurs). Les politiques se faisant au nom de la morale ont toujours été une façon d'imposer leur position. De fait, aujourd'hui encore, certains écologistes présentent les enjeux écologiques comme des questions quasi-exclusivement morales et – cela va avec – de manière relativement dépolitisée.

Rappelons que le courant américain de philosophie écologique s'appelle « éthique environnementale^{10/} ». Or, minorer la dimension politique de ces problèmes n'a pas pour effet de faire disparaître cette dernière (les conséquences

^{10/} Voir Hicham-Stéphane Afeissa (éd.), *Éthique de l'environnement. Nature, valeur, respect*, Vrin, 2007.

politiques de la *wilderness* nous le rappellent), mais de laisser croire que les problématiques morales proposées

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

se rassemblent toutes derrière une position politique consensuelle (« sauver la nature »). Ce faisant, ces derniers s'occupent bien aussi de politique, mais en refusant de payer le prix de toute position politique, à savoir celui du conflit, du désaccord comme aussi celui de la possibilité d'échouer.

C'est précisément la raison pour laquelle, outre le fait de prendre en compte l'attachement moral de chacun, présent dans ces questions écologiques, il est important d'articuler à nouveau les dimensions morale et politique pour construire une écologie politique de gauche. Non pas parce que cette dimension morale aurait disparu (l'éthique environnementale nous montre le contraire), mais parce qu'en choisissant de les séparer, on prend le risque que cette dernière persiste de manière moins démocratique.

Changer la façon de prendre en compte ce souci moral consiste alors à l'articuler de *manière explicite* à la dimension politique. Le fait de prendre en compte collectivement ou non nos attachements respectifs est ici *mis en débat* plutôt qu'imposé. Articuler les dimensions morale et politique des problèmes écologiques ne signifie donc pas donner des leçons de morale (« il faut sauver la nature »), mais consiste plutôt à s'intéresser aux façons dont ce souci moral est pris en compte politiquement par les différents publics rassemblés autour de problèmes écologiques.

On peut à cet égard distinguer le *souci moral* d'une *injonction moraliste*, cette dernière revenant à décider à la place d'un tiers ce qui est bon pour lui, à imposer une position qui ne prend pas en compte ce à quoi tiennent l'ensemble des protagonistes concernés, tandis que la première consiste à se battre pour faire prendre en compte ses propres attachements moraux, sans chercher à les imposer au détriment d'autres attachements, au risque de les perdre¹¹.

Mais *comment* prendre en compte ce souci moral ? Concernant la question du nucléaire, cette dimension morale est sensible dans la *prise en compte des conséquences* de cette technologie. Ceux qui sont contre l'énergie nucléaire refusent que l'on expose la population aux risques gravissimes liés à cette technologie (mais donc aussi de faire passer ce souci moral derrière la priorité supposée plus forte de notre besoin d'énergie), tandis que ceux qui souhaitent prendre ce risque – ou, plutôt, qui souhaitent faire prendre le risque à tous –, en minimisent les conséquences possibles.

J'appelle cette façon d'aborder les problèmes écologiques « pragmatique », en me référant à la définition technique qu'en donne le philosophe John Dewey, à rebours du contresens généralement fait à propos de cette notion. On considère en effet – et à juste titre – qu'une attitude pragmatique donne une large place à l'action, mais on réduit souvent cette dernière à une action

tout terrain qui se moquerait des conséquences. Or il y a plusieurs façons d'agir, et le pragmatisme en est une qui accorde précisément une attention particulière

¹¹ Sur cette question du moralisme, je me permets de renvoyer à mon livre, *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2011.

aux conséquences. C'est en ce sens que, pour Dewey, une pratique politique véritablement démocratique est fondamentalement morale. Parce qu'elle *fait attention* aux moyens qu'elle emploie, ces moyens étant souvent des êtres, humains et non-humains, et refuse de les sacrifier à des fins quelles qu'elles soient, ces dernières devant être appréciées et jugées précisément en fonction des moyens utilisés^{12/}.

« Se mêler de ce qui n'est pas censé nous regarder »

Cette expression dénote la façon dont est perçu majoritairement le fait que des profanes s'intéressent aux sciences mais on peut l'étendre à tout ce qui relève du champ des experts, qu'il s'agisse d'experts scientifiques ou d'économistes. Si le souci moral fait partie des questions écologiques, il est encore plus évident que la dimension scientifique y est cruciale. Qu'il s'agisse de la question du changement climatique, du bien-être animal, des OGM, de la déforestation, de la pollution de l'eau, des pesticides, du débat entre agriculture intensive et biologique – ou encore de l'hypothèse scientifique Gaïa –, un minimum de compétences scientifiques est chaque fois requis pour pouvoir se sentir concerné et le cas échéant, s'engager.

Il y a donc une importance réelle à se mêler de ces questions, sauf à laisser les scientifiques – ou des experts – décider à notre place. Ceux qui contestent cette exigence arguent du fait que les sciences traitent de domaines très complexes, expliquant pourquoi n'importe qui ne peut pas s'en mêler. Le problème de cette position, c'est que quelles que soient la complexité et la technicité des questions posées, ces dernières sont aussi toujours des questions politiques et morales qui concernent *tout le monde*, c'est-à-dire qui ont des conséquences sur la vie propre de chacun.

C'est une chose de savoir construire un réacteur nucléaire (ou du moins en ce qui concerne les experts, comment ça marche), c'est autre chose de décider si l'on veut vivre dans un monde comportant ce risque-là. C'est une chose de savoir fabriquer des organismes génétiquement modifiés, c'en est une autre de décider à quoi ça va servir et comment.

Dewey y voyait l'enjeu majeur des démocraties modernes. Il attribuait à l'écart croissant entre, d'un côté, la complexité des problèmes se posant à nous dans des sociétés très « technicisées » et « scientifiées » et, de l'autre, notre capacité à les comprendre, la véritable faille des démocraties, produisant des citoyens passifs, démissionnaires parce que démunis devant les difficultés.

^{12/} Sur cette question des fins et des moyens, voir John Dewey, *La Formation des valeurs*, traduit de l'anglais (américain) par Alexandra Bidet, Louis Quééré, G r me Truc, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, 2011

; sur la redéfinition pragmatique de la démocratie, voir John Dewey, *Le public et ses problèmes*, traduit de l'anglais (américain) par Joëlle Zask, Farago, 2003 (1927).

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

Il existe plusieurs exemples contemporains connus de militants qui ont pris ce problème à bras le corps et, en se formant, ont pu faire la différence sur certaines questions. Pensons aux militants de la lutte contre le sida concernant les politiques publiques sur cette question comme l'accès aux soins des populations défavorisées du Nord et du Sud, comme aux militants écologistes de Greenpeace, ayant fait le même constat, et dont une partie est très bien formée sur l'état actuel de la biodiversité ou encore sur les questions de transfert de déchets entre pays, de leur toxicité comme de leurs conséquences sanitaires^{13/}.

Mais ce changement d'attitude et l'engagement actif dans un problème complexe exige de *changer notre conception des sciences*. Tout d'abord, que les profanes puissent se mêler de sciences ne signifie pas abaisser le niveau de ces disciplines et faire de la science au rabais. Il s'agit d'imaginer une pratique des sciences plus démocratique, dont il n'y a pas de raison de supposer *a priori* qu'elle soit de moins bonne qualité. Concrètement, cela signifie se battre pour faire entendre et prendre en compte les questions, les objections, les inquiétudes aussi des profanes – c'est-à-dire des personnes concernées par ces pratiques – quant aux différentes productions scientifiques et techniques qui organisent notre monde.

L'histoire du combat sur les OGM reflète la très vive tension entre ces deux visions de la science. D'un côté, des profanes posant des questions, demandant d'appliquer le principe de précaution ; de l'autre, des scientifiques et industriels concernés d'une rare violence à l'égard de ces profanes se mêlant de leurs affaires et les traitant d'ignorants voire d'obscurantistes. On retrouve le même type de conflits à propos des questions concernant les lignes à haute tension, les ondes des téléphones portables comme les multiples additifs dans les produits alimentaires industriels.

Cette reprise démocratique des problèmes publics par les citoyens exige donc en retour un changement d'attitude de la part des *scientifiques eux-mêmes*. Qu'ils acceptent par exemple de nous dire *quand ils ne savent pas* (sur les OGM, sur le bien-être animal, sur l'expérimentation animale, sur la géo-ingénierie) tout autant que quand ils savent^{14/}.

^{13/} Steven Epstein, *La Grande Révolte des malades*, traduit de l'anglais (américain) par Georges Lavacquerie, Les Empêcheurs de penser en rond, 2001 (1996). Concernant Greenpeace, je renvoie à leur site Internet très bien informé, restituant au public différentes informations, sous forme de rapports, de propositions, etc.

^{14/} Au cours d'une discussion avec une sociologue ethnologue autour de ces questions, a

émergé l'idée d'une revue spécialisée consacrée aux expériences ratées des chercheurs. La reconnaissance qu'apporterait une telle revue à ces expériences permettrait de ne plus les considérer comme une simple perte de temps, et la présentation publique de ces étapes inévitables du travail de chercheur participerait, d'autre part, à désacraliser mais aussi à mieux comprendre la pratique scientifique, en montrant les cheminements, les difficultés.

La crise écologique ajoute une raison supplémentaire à la nécessité d'inventer collectivement les outils pour sortir d'une vision sacralisée des sciences, engendrant une sorte de terreur pour les profanes, et ne protégeant pas les scientifiques des différents lobbys (pharmaceutiques, agricoles, nucléaires...). Une écologie politique de gauche a besoin d'une pratique scientifique publicisant ses controverses, ses doutes, comme d'une éducation à la hauteur d'une science se présentant en train de se faire – donc incertaine – permettant à chacun de prendre part aux choix politiques que nous voulons faire sur ces questions.

Une remarque pour conclure

Si j'ai fait de ce concept de « nature » le slogan d'une écologie de droite, c'est enfin parce que lorsqu'on dit que l'écologie porte sur la nature, cela semble induire un consensus quasi-inévitable – « tous unis pour sauver la nature » – et effacer tous les conflits existants. C'est, de fait, dans cette sorte de sophisme, prenant la forme d'un chantage moral, que sont prises les populations des pays du Sud comme les populations défavorisées des pays du Nord, devenant au bout du compte, quasiment responsables de la crise écologique que nous traversons.

L'efficace des mots en politique exige donc d'opposer à ce slogan un concept qui crée une autre proposition politique. Je proposerai à cette fin de parler de *cosmopolitiques* plutôt que de nature. Il s'agit d'un concept que j'emprunte à la philosophe Isabelle Stengers, réinventant ce terme qui a une longue histoire philosophique^{15/}. Stengers prend tout d'abord en compte le fait que dans « cosmopolitiques » il y a cosmos, c'est-à-dire *un monde*, peuplé d'êtres hétérogènes, d'une biodiversité encore largement inconnue, d'humains, d'oxygène, d'astres, etc. D'autre part, elle emploie ce terme toujours au pluriel, parlant de *cosmopolitiques*, pour insister sur le fait que loin de produire un consensus, les différents problèmes écologiques nous confrontent au contraire à une multiplicité de décisions politiques comme de mondes.

On pourrait ainsi suggérer qu'une écologie politique de gauche ne porte pas sur la nature, mais sur des cosmopolitiques. Prendre en compte les problèmes écologiques consisterait à passer de propositions politiques à des propositions cosmopolitiques. On nous objectera peut-être qu'il s'agit d'une notion un peu compliquée pour un concept politique. Outre le fait que l'on a besoin que « les gens pensent^{16/} », on constatera que ce n'est pas le premier terme compliqué en politique et qu'en réalité, ils le sont tous (qu'est-ce qu'une République, une Démocratie, une Constitution ?). Ce nouveau terme hypothétique de notre lexique politique a le mérite de faire sentir que construire une écologie politique de gauche exige de *recomposer l'ensemble des problèmes afin de* changer de proposition politique.

^{15/} Isabelle Stengers, *Cosmopolitiques*, La Découverte, 1997.

^{16/} C'est ce qui, selon Deleuze, fait la différence entre la gauche et la droite.

Prenons, pour finir – et pour tester ce nouveau concept politique –, un exemple de réussite politique récent,

ÉCOLOGIE ET CAPITALISME

la Déclaration de Cochabamba sur le changement climatique et les droits de la Terre mère^{17/}. Ce texte fut rédigé en avril 2010 à la suite de trois jours de forum en Bolivie, à Cochabamba, réunissant des représentants de plus de 142 pays dont une grande partie d'Amérique du Sud. Ce forum fut organisé en réaction à l'échec de la conférence de Copenhague ayant abouti à une déclaration de principe indigente et ouvertement négligé les pays du Sud.

Est-ce que les auteurs de cette déclaration souhaitent « sauver la nature » ? Est-ce de cela qu'il s'agit, alors même qu'il est question à chaque ligne du changement climatique et de l'immense problème à venir des réfugiés climatiques, du changement urgent de mode de production agricole ou encore des droits de la Terre mère ? Leur proposition est très intéressante : « L'équilibre avec la nature n'est possible que s'il y a équité *entre les êtres humains*. » Autrement dit, les auteurs de cette déclaration articulent de manière très étroite le combat contre les inégalités entre les hommes et les questions écologiques.

Il ne s'agit pas pour eux de « sauver la nature », mais de fabriquer un équilibre avec elle, et ce dernier ne pourra avoir lieu qu'en réduisant les inégalités entre humains. Il n'est pas question de sauver la nature dans ce texte aussi dans un autre sens : parce qu'il est question de défendre la Terre mère, la *Pachamama* (et non la nature). C'est là que le terme de cosmopolitiques peut nous aider. Définir l'écologie par le terme de « nature » ne convient pas parce qu'il unifie trop vite ce dont nous parlons, et exclut tout aussi vite ceux qui semblent en désaccord. Parler ici de cosmopolitique à l'égard des propositions de cette déclaration nous oblige à – ou plutôt nous donne la chance de – laisser ouvertes les possibilités de composer ensemble une écologie politique, plutôt que la rejeter immédiatement ou la trahir^{18/}.

C'est d'autant plus important que très bientôt, si ce n'est déjà le cas, la priorité des luttes risque de changer de fait, et se ré-organiser autour des différentes catastrophes engendrées par la crise écologique (des problèmes liés à l'agriculture, la question des réfugiés climatiques, encore d'autres Tchernobyl et Fukushima, etc.). À nouveau, « tout le reste » ne sera plus important.

Nous risquons d'être confrontés à une sorte de patriotisme écologique vis-à-vis duquel il s'agira certainement, une fois encore, de choisir entre s'émanciper et « sauver la planète », mais aussi, de choisir entre humains et non-humains, une nouvelle fois au détriment de ces derniers. Et ce n'est pas en séparant les deux que l'on évitera d'autres catastrophes, comme l'ont compris les auteurs de la Déclaration de Cochabamba.

^{17/}On trouve cette déclaration sur Internet, voir par exemple : www.cadtm.org.

^{18/} Dans une « déclaration des droits de la Terre » qui circule sur Internet et se réclame de ce texte, la Terre mère a disparue, comme les

conflits entre pays du Sud et pays du Nord ou entre les gouvernements du Sud et les populations, remplacés par la Terre, plus européenne et les « habitants de la terre », « les êtres humains », tous unis...